

Lettre du 12 mai 2023

Vers une laïcité... élargie... ?

Début avril le Ministre a décidé de se saisir du Conseil des Sages de la Laïcité, créé par son prédécesseur en 2018, et dont la mission consistait principalement à « donner les instruments intellectuels nécessaires aux cadres et aux acteurs de l'Éducation Nationale » et de « préciser la position de l'institution scolaire en matière de laïcité et d'enseignement laïque des faits religieux ». En somme un Conseil des Sages de la Laïcité en forme de boussole pour des personnels parfois perdus au milieu des remises en question et des attaques d'un principe gage du projet universaliste porté par l'école de la République.

A **Indépendance & Direction**, et ce malgré le refus initial de voir le réel des autres organisations syndicales (elles nous ont rejoint depuis...), nous avons très tôt tiré la sonnette d'alarme sur l'augmentation des atteintes aux valeurs de la République et au principe de laïcité ; et nous aurions dû logiquement nous réjouir de voir cette question enfin prise au sérieux par le ministère. Hélas, force est de constater qu'en la matière nous ne pouvons qu'éprouver une très grande déception car au renforcement de la place du Conseil des Sages, le Ministre a préféré opter pour la dilution des missions, la caporalisation et l'ouverture au relativisme.

Tout d'abord, et sans doute en disciple d'Albert Camus qui écrivait en 1944 « Mal nommer un objet c'est ajouter au malheur du monde », le Ministre a décidé de le rebaptiser en « Conseil des Sages de la Laïcité et des Valeurs de la République » (CSLVR) et de lui adjoindre « la lutte contre le racisme et l'antisémitisme et toutes les formes de haine et de discriminations, l'égalité femme-homme, la promotion du principe de fraternité à l'école ». Ainsi au lieu de se concentrer sur l'immense chantier de la défense d'un principe majeur mais mal connu désormais dans la société et instrumentalisé, tant par les tenants d'une société fermée à l'autre que par les défenseurs du multiculturalisme relatif, il fut décidé de le diluer dans ce qu'il en découle...comme le médecin à qui l'on intimerait de soigner les symptômes avant la maladie...

Dans un deuxième temps, par le truchement d'une légère modification juridique, le désormais CSLVR, « ne peut être saisi que par le Ministre », mettant ainsi fin à l'autonomie des Sages de s'emparer d'un objet ou d'une situation pour apporter conseils et guides.

Enfin, et c'est sans doute cela le plus inquiétant, par la nomination d'Alain Policar, sociologue et politiste, chercheur associé au Cevipof connu pour ses prises de position en faveur d'une laïcité dite « plus tolérante », à tendance multiculturelle, le Ministre de l'Éducation Nationale a choisi délibérément de modifier la nature même du Conseil des Sages qui devient un lieu de débats. Si auparavant l'instance avait pour mission d'éclairer les enseignants, de les aider dans leurs missions au moyen de travaux comme reflet de nos institutions républicaines et de nos valeurs, elle devient à présent un lieu de contradiction où la critique peut porter atteinte et remettre en cause la Laïcité elle-même.

A **Indépendance & Direction** nous sommes attachés à la défense de la Laïcité, une Laïcité que tout adjectif ou vocable accolé ne peut qu'affaiblir. Il n'y a pas de laïcité ouverte, de laïcité de combat, ou de laïcité relative comme il n'y a pas de citoyens de seconde zone que l'on reléguerait aux marges du projet républicain et universel défendu par l'École de la République. Nous ne pouvons donc que regretter la reprise en main par le politique d'une instance qui se voulait être une vigie capable de sonner l'alerte mais aussi d'être un phare vers qui se tourner en cas de gros temps.

Vous souhaitez nous rejoindre ? Vous pouvez adhérer en suivant ce lien :

[ADHÉRER à ID-FO](#)